

**Follow-up Responses to the House of Commons Standing Committee on Government  
Operations and Estimates (OGGO)  
Supplementary Estimates (C) 2020-21  
April 12, 2021**

**Réponses de suivi au Comité permanent de la Chambre des communes Comité  
permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (OGGO)  
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021  
Le 12 avril 2021**

**1. Canadian Surface Combatants (Costing and Taxes) - Mr. Matthew Green (NDP) (OCG) /  
Navire de combat de surface canadien (Estimation des coûts et taxes) – M. Matthew  
Green (NPD) (BCG)**

**Government Response / Réponse du gouvernement**

**English response:**

Taxes are not considered as budgetary items as we typically have exclusionary/reciprocal agreements with the provinces and territories and any federal taxes paid by a department are returned by the supplier to the Consolidated Revenue Fund. Similarly, taxes are excluded from the appropriations sought through the Estimates. For transparency, departments are expected to identify when taxes have been included/excluded in the presentation of their amounts. There is no specific guidance with respect to the inclusion of taxes as part of cost estimating.

**Réponse en français:**

Les taxes ne sont pas considérées comme des postes budgétaires car nous avons généralement des accords d'exclusion / de réciprocité avec les provinces et les territoires et toutes les taxes fédérales payées par un ministère sont retournées par le fournisseur au Trésor. De façon semblable, les taxes sont exclues des crédits demandés dans le Budget des dépenses. Pour assurer la transparence, on s'attend à ce que les ministères identifient si les taxes ont été incluses ou non dans la présentation de leurs montants. Il n'y a pas de directive spécifique concernant l'inclusion des taxes dans le cadre de l'estimation des coûts.

## Phoenix compensation for employees of the National Battlefields Commission / Compensation pour les employés de la Commission des champs de bataille nationaux en lien avec le système de paye Phénix

**Mme Julie Vignola (BQ) :** Thank you very much. With regard to the National Battlefields Commission, in which budget will we see the amounts paid to commission employees who were victims of Phoenix? Will it be in this budget or the next? / Merci beaucoup. Concernant la Commission des champs de bataille nationaux, dans quel budget verrons-nous le montant pour les employés de la Commission, qui ont été victimes de Phénix? Dans quel budget apparaîtra le montant qui leur sera versé? Est-ce que ce sera dans celui-ci ou dans le prochain?

**Mr. Glenn Purves:** The National Battlefields Commission...you're speaking about the budgetary voted amount. Right now it's zero as of end of January. Our intention is to provide an update on April 15 that would include the February information. We will see if there are additional amounts that have been spent by the organization there. The budgetary statutory amount of \$1.1 is an amount that's already been spent. / En ce qui concerne la Commission des champs de bataille nationaux, vous parlez du montant des crédits votés. À l'heure actuelle, c'est zéro à la fin de janvier. Nous avons l'intention de fournir une mise à jour, le 15 avril, qui inclura l'information de février. Nous verrons si la Commission a dépensé des sommes supplémentaires à ce titre. Le montant législatif de 1,1 \$ est déjà dépensé.

**Mme Julie Vignola (BQ) :** ...the compensation that they are hoping to receive as federal employees. Recently, we have also seen on the news.../ Donc, le dédommagement que ces gens espèrent recevoir dépend des employés fédéraux. Dernièrement, nous avons vu aussi...

**Mr. Glenn Purves:** I apologize. That might be something that's separated into [Technical difficulty] what's been tagged as a COVID-19 item. It may be [Technical difficulty] gone through, but we're happy to follow up with them on that. / Excusez-moi. C'est peut-être un élément qui est séparé en [Difficultés techniques] ce qui a été étiqueté comme une dépense reliée à la COVID-19. Il se peut que [Difficultés techniques] passé, mais nous serions heureux de faire un suivi auprès de la Commission à ce sujet.

### Government Response / Réponse du gouvernement

#### English response:

All public servants deserve to be accurately paid for their work. The government recognizes that the implementation of the Phoenix pay system has had an impact, directly or indirectly, on employees, which is why we continue to take action on all fronts to resolve pay issues.

The agreement finalized with the Public Service Alliance of Canada (PSAC) on October 23, 2020, for damages incurred by the Phoenix pay system and the late implementation of the 2014 collective agreements applies to employees working in organizations within the [core public administration](#). Similar agreements were also reached between PSAC and separate agencies. The National Battlefields Commission is designated as a departmental corporation and the Treasury Board Secretariat does not have a mandate to negotiate on behalf of this organization. As a result, the Commission would need to negotiate a similar agreement for its employees.

#### Réponse en français:

Tous les fonctionnaires méritent d'être rémunérés correctement pour leur travail. Le gouvernement reconnaît que la mise en œuvre du système de paye Phénix a eu des répercussions, directes ou indirectes, sur les employés, et c'est pourquoi nous continuons à prendre des mesures sur tous les fronts pour résoudre les problèmes de rémunération.

L'entente conclue avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) le 23 octobre 2020 pour les dommages causés par le système de paye Phénix et la mise en œuvre tardive des conventions collectives de 2014, s'applique aux employés travaillant dans des organisations de l'[administration publique centrale](#). Des ententes similaires ont également été conclues entre l'AFPC et des agences distinctes. La Commission des

champs de bataille nationaux est désignée comme un établissement public et le Secrétariat du Conseil du Trésor n'a pas le mandat de négociier au nom de cet organisme. Par conséquent, il en revient à la Commission et l'AFPC de conclure une entente qui viserait les employés de la Commission.